

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61545

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Parolen zwar fast immer im Zusammenhang mit Kritik an den wirtschaftlichen und sozialen Verhältnissen standen, zeigen jedoch sehr deutlich, daß die Aufständischen neben der Freilassung der politischen Gefangenen und der Beendigung der Aufrüstung vor allem den Rücktritt der Regierung, freie Wahlen und – explizit oder implizit – die Wiedervereinigung forderten. Die wesentlichen Unterschiede zu den oppositionellen Gruppierungen der achtziger Jahre bestanden nach Fulbrook zum einen darin, daß diese sich in der DDR eingerichtet hatten und ihren Staat reformieren, nicht aber beseitigen wollten; zum anderen verfügte der politische Aktivismus dieser Zeit über eine breitere Basis sowie über Netzwerke, deren Maschen zunehmend enger wurden. Zwar erscheint dies plausibel, dennoch geht aus der Darstellung nicht recht hervor, wie sich die Existenz der geschaffenen Netzwerke auf die Ereignisse des Jahres 1989 auswirkte. Denn trotz vorhandener Kommunikationsmöglichkeiten handelte es sich bei den Demonstrationen keineswegs um sorgfältig geplante, sondern um weitgehend spontane Aktivitäten. Und was die Ziele der Demonstranten betrifft, so ging es ihnen – vor dem Stimmungsumschwung vom Winter 1989/90 zugunsten der Wiedervereinigung – zwar um eine reformierte, bessere DDR; aber war diese Vision nicht wesentlich unbestimmter als die Forderungen von 1953?

Trotz aller Kritik im einzelnen, zu der das Werk aufgrund seiner klaren, teilweise pointierten Aussagen einlädt, bleibt anzuerkennen, daß Fulbrook eine Gesamtinterpretation der inneren Struktur der DDR liefert, die in vielerlei Hinsicht über die bisherigen Arbeiten hinausführt. Die weitere Auseinandersetzung über die Funktionsmechanismen der Diktatur östlich der Elbe erscheint gerade nach der Lektüre dieser anregenden Studie dringend geboten.

Hermann WENTKER, Berlin

Deutscher Bundestag (Hg.), Enquête-Kommission »Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland«, Baden-Baden (Nomos) 1995, 9 Bände in 18 Teilbänden, 15 280 p. (12. Wahlperiode des Deutschen Bundestages).

La *Volkskammer der DDR* avait diligenté en 1990 une enquête dans le cadre de la »criminalité gouvernementale«, le Bundestag la poursuit en 1992 en formant une Commission d'enquête présidée par le pasteur Rainer Eppelmann, ancien ministre de la NVA et du Désarmement. Celle-ci termine ses travaux en 1995; ils sont accessibles sous forme d'une publication comportant 18 volumes, soit 15 280 pages.

Ils s'ordonnent autour des débats et de 8 thèmes: Déroulement de l'enquête, Structures du pouvoir – mécanismes décisionnels et responsabilité, Rôle et importance de l'idéologie – mise au pas de l'Etat et la société, Droit – justice et police, Politique allemande – relations intra-allemandes et contexte international, Églises, Opposition – révolution pacifique – Unité et survivance de structures et mécanismes inhérents à la dictature, Sécurité de l'Etat (*Stasi*), Les deux dictatures en Allemagne.

L'objectif de la »Enquête Kommission« était de faire l'état de la 2<sup>e</sup> dictature sur la base de témoignages, notamment des acteurs et des témoins, et de jouer un rôle de mémoire, de fixation de cette mémoire, avant qu'elle ne s'estompe ou ne se transforme.

Les travaux dévoilent la nature du système, caractérisé par »l'Etat de non-droit« et le parti à tous les niveaux de la vie civile, que Herbert Wehner dénonçait dès 1950 pour être basé sur la triade »Terreur Falsification et Mensonge«<sup>1</sup>. Par là même, ils soulèvent le problème de

1 »Bericht des Vorsitzenden des Ausschusses für Gesamtdeutsche Fragen, Herbert Wehner (SPD), und Entschließung des Deutschen Bundestages zur Nationalen Einheit, 14. September 1950« in Gerhard DIEMER, Eberhard KUHRT, Kurze Chronik der Deutschen Frage, München 1994; Anton CILIGA, Au pays du mensonge déconcertant. Dix ans derrière le Rideau de Fer, Gallimard 1938 (10/18), Paris 1977, 251 p.; Peter Joachim LAPP, »Wahlen und Wahlfälschungen in der DDR«, DA Januar-Februar 1996, S. 92-99.

la responsabilité pénale de l'ensemble des dirigeants pour que justice soit faite à l'encontre des coupables, et particulièrement en faveur des victimes sous leurs multiples formes qu'il importe de prendre en compte.

En dévoilant la réalité, la EK veille à ce que la falsification et le mensonge ne se perpétuent pas et ne transforment pas le passé en une réalité édulcorée. En effet, depuis l'Unité, les transformations ont été opérées non sans »léser« les anciennes »élites« et ceux dont l'inefficacité s'accommodait d'un système peu regardant quant à la rentabilité et la productivité. Les unes se sont regroupées en un »nouveau vieux parti« héritier du défunt, notamment sur le plan financier, attirent les laissés pour compte et tous reconstruisent un monde idyllique fauché par les coups d'une République fédérale agressive et »kohlonisatrice«.

L'Etat idéal qu'aurait été la RDA pourrait de ce fait survivre à son effondrement en prétendant être toujours un modèle vers lequel tendre et constituer un élément mobilisateur pour une jeunesse qui, dans l'inconscience garantie par la liberté, reste en quête de »grands idéaux«, éléments pourtant constitutifs du totalitarisme.

La EK poursuit enfin une action à double effet; elle fait prendre conscience aux habitants de l'ex-RDA de l'ampleur de l'héritage, et du désastre économique, aux citoyens de l'ancienne République fédérale de l'ampleur de leur engagement financier nécessaire à la reconstruction de l'Est qui ne peut s'inscrire que dans la longue durée; raison donc de tempérer ceux qui l'accusent de lenteur et de fracture sur le plan social et ceux qui trouvent que la pression fiscale est devenue intolérable; l'amélioration des conditions de vie des uns implique la paupérisation des autres, phénomène accentué par la crise économique actuelle.

En faisant l'état des lieux sous la dictature du SED, le travail de la EK n'en est pas pour autant terminé. Elle est chargée depuis le 30 juin 1995 d'étudier le »processus de l'Unité allemande« sous l'angle de la survivance de cette dictature et de la transcendance de ses conséquences au cours des prochaines années.

Jean-Luc SUSINI, Montpellier

Eberhard JÄCKEL, *Das deutsche Jahrhundert. Eine historische Bilanz*, Stuttgart (DVA) 1996, 367 p.

Le dernier livre d'Eberhard Jäckel est un ouvrage de réflexion sur l'histoire récente de l'Allemagne, le »siècle allemand« qui commence en 1890–1900 avec l'»irrésistible« montée en puissance industrielle et commerciale de l'Allemagne et s'achève par la réunification de 1990, en passant par l'État hitlérien et la partition de 1945. Un siècle marqué par le phénomène nazi et par deux guerres au cours desquelles l'Allemagne tente d'établir son hégémonie sur l'Europe. Dès l'abord, l'auteur rejette la thèse d'un *Sonderweg* allemand, qui tirerait son explication d'un »caractère particulier« de l'Allemand, ou d'une voie particulière suivie par l'Allemagne dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Contestant la notion d'évolution »normale« des nations – chaque nation a sa propre histoire –, il estime que l'explication du nazisme est à rechercher non pas en construisant des continuités artificielles, comme celles remontant à Luther ou même à Arminius, mais en mettant en évidence les ruptures de l'histoire allemande. C'est l'objet de l'ouvrage.

J. souligne l'optimisme des Allemands à l'entrée dans le Vingtième siècle, optimisme qui repose sur des progrès dans tous les domaines, y compris le domaine politique. Prenant le contre-pied des historiens qui insistent sur les blocages de la société politique wilhelmienne, J. met l'accent sur les aspects positifs: un État de droit, des libertés personnelles et publiques garanties et respectées, la paix intérieure avec la tolérance, un droit électoral très libéral et le rôle politique central du Reichstag. Alors que beaucoup voient dans l'Affaire de Saverne un symptôme de l'influence croissante des militaires dans l'État wilhelmien, il estime que le vote de défiance du Reichstag prouve, au contraire, que l'État de droit fonctionne correcte-